

Du 16 au 21 février : Nouvelle semaine de mobilisation dans les universités

Les enseignants-chercheurs et étudiants, dont la mobilisation contre les réformes dans l'enseignement ne faiblit pas en dépit des tentatives du gouvernement de désamorcer la crise, entament lundi une troisième semaine d'actions, avec notamment des manifestations jeudi partout en France.

A l'appel de la coordination nationale des universités, les enseignants-chercheurs sont appelés à poursuivre dès lundi le mouvement de grève illimité et reconductible lancé le 2 février, qui se traduit, sans pouvoir être mesuré, par la grève des cours, la rétention des notes, la tenue de cours "hors-les-murs" ou des assemblées générales.

Mardi, les étudiants de l'Unef prévoient des actions, avec d'éventuels rassemblements décidés localement en AG. Ce même jour, la coordination entend mener des actions d'information des citoyens, avec distributions de tracts dans les gares notamment.

Jeudi, un appel à des manifestations partout en France a été lancé par la coordination, rejointe par une large intersyndicale FSU, CGT, FO, Solidaires, Sauvons l'université, Sauvons la recherche et l'Unef.

Au coeur de la grogne, principalement, la réforme du statut des enseignants-chercheurs, mais aussi la réforme de la formation des enseignants du primaire et secondaire.

Après deux semaines de conflit, ni les gestes de Valérie Pécresse --la nomination lundi d'une médiatrice sur le premier sujet-- ni les propos vendredi du chef de l'Etat n'ont calmé la colère.

Au contraire, même les présidents d'universités, au sein de la CPU (conférence des présidents d'universités), qui jusqu'ici soutenaient une bonne partie des réformes gouvernementales, ont demandé à Xavier Darcos le report d'un an de la réforme sur la formation et émis de "fortes réserves" sur la mission de médiation.

Le ministre de l'Education leur a non seulement opposé une fin de non-recevoir, mais a exacerbé les tensions. Il a en outre critiqué sur RMC la formation actuelle en IUFM, estimant qu'elle s'apparentait à être "devant un simulateur de vol".

Des propos "scandaleux" et "indignes d'un ministre de la République", ont condamné de concert syndicats, présidents d'universités et directeurs d'IUFM.

Autre signe du fort mécontentement, de nombreuses universités, après un vote collectif de leurs instances, n'ont pas fait remonter à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) à la date prévue (ce dimanche) les projets de futurs "masters d'enseignement" destinés à former les enseignants, dans la cadre de la réforme de la formation.



Moins d'une dizaine d'universités, sur 83, devaient avoir rendu ces projets ce dimanche, selon le Snesup-FSU et un responsable universitaire, obligeant l'AERES à repousser au 31 mars le délai pour le faire.

Vendredi, Nicolas Sarkozy s'est à nouveau exprimé sur le dossier, demandant que soient "rapidement explorées de nouvelles pistes pour l'évaluation des enseignants-chercheurs et l'organisation de leurs services" à l'issue d'un entretien avec Mme Péresse et la médiatrice Claire Bazy-Malaurie.

Des propos confortant les "principes" de la mission de la médiatrice Claire Bazy-Malaurie, qui a deux mois pour retravailler le projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs, a rappelé la ministre dimanche sur Radio J, se refusant à dire qu'il était devenu "caduc", comme le lui demandait le Snesup.

Le ministère affirme que le calendrier des deux réformes (rentrée 2009) est maintenu, même si Mme Péresse a affirmé dimanche que la réforme du statut prendrait "le temps qu'il faudra pour être mise en oeuvre".

SNASUB - FSU

SYNDICAT NATIONAL
DE L'ADMINISTRATION
SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE
ET DES BIBLIOTHÈQUES

